



PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI – BICPE – CA

Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société DEWEZ pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à FOURMIES.

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 portant délégation de signature à M. Olivier JACOB, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2007 accordant à la Société DEWEZ l'autorisation d'exploiter une installation de stockage et de récupération de métaux et un centre véhicules hors d'usage (VHU) à FOURMIES (59610), ZAC de la Marlère ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2013 portant renouvellement de l'agrément pour l'exploitation par la société DEWEZ d'installations de dépollution et de démontage de VHU à FOURMIES ;

Vu le rapport du 18 septembre 2017 de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 18 septembre 2017 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant que l'installation est exploitée avec l'agrément Centre Véhicules Hors d'Usage (VHU) nécessaire en application de l'article R.543-162 du code de l'environnement et délivrée le 28 mai 2013 ;

Considérant que l'agrément Centre Véhicules Hors d'usage (VHU) du 28 mai 2013 fixe les prescriptions à respecter pour réaliser les opérations de démantèlement-dépollution de ces véhicules hors d'usage ;

Considérant que lors de la visite du 28 août 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les véhicules hors d'usage issus des opérations de dépollution n'étaient pas dépollués conformément aux dispositions fixées par l'agrément Centre VHU ;

Considérant que le non respect des prescriptions fixées par l'agrément Centre VHU contribue à la mauvaise gestion constatée sur le site lors de la visite du 28 août 2017 ;

Considérant que le non respect des prescriptions fixées par l'agrément Centre VHU accroît le risque d'incendie du site et le risque de pollution des milieux ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions prévues par l'arrêté du 28 mai 2013 fixant les opérations à mener lors de démantèlement et dépollution des véhicules hors d'usage ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société DEWEZ, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter, dans les délais détaillés à l'article 2 du présent arrêté, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour le site qu'elle exploite Rue Marceau Batteux, ZAC de La Marlière à FOURMIES (59610), les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2013 encadrant les activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage et les dispositions du cahier des charges annexé à l'agrément Centre véhicules hors d'usage pour les points suivants :

- l'ensemble du point 1 décrivant les opérations à réaliser avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage ;
- le deuxième alinéa du point 2 relatif aux éléments volumineux en matière plastique à extraire du véhicule hors d'usage ;
- l'ensemble du point 5 relatif aux déclarations annuelle à réaliser ;
- le point 15 relatif à la vérification de conformité de son installation.

Article 2 - Délais

Le délai de mise en conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2013 encadrant les activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage est de 15 jours.

Article 3 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 5 - Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet d'AVESNES SUR HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de FOURMIES,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FOURMIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 07 NOV 2017

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB



